

# NOTE DE LECTURE

par Jacques SAPIR<sup>1</sup>

## La grande désillusion

Joseph E. STIGLITZ,  
Paris, Fayard, 2002

*La colère d'un prix Nobel.* Le livre de Joseph Stiglitz, remarquable et salutaire à bien des égards, survient en un temps opportun, marqué par le renouveau des débats tant théoriques que concernant la mise en œuvre des politiques économiques et la mondialisation. Le bilan critique de l'ordre économique mondial et de l'action du FMI par le ci-devant Prix Nobel d'économie en 2001 ne manque pas de sel. Stiglitz est typiquement un homme du sérail. C'est dire qu'il en connaît les règles et les défauts, les détails comme les tares. Ajoutons qu'il ne pratique pas la langue de bois, ou alors sous forme d'une volée de bois vert administrée aux vaches sacrées de la pensée unique et au FMI.

OU L'ON DECOUVRE QU'IL NE SUFFISAIT PAS D'ETRE ARROGANT,  
ENCORE FALLAIT-IL ETRE INCOMPETENT.

Ce livre est, d'abord, un cri de colère contre les erreurs commises, en Asie comme en Russie, par le FMI et le Département du Trésor américain. On y retrouve quelques figures de choix. En premier lieu, l'inénarrable Lawrence Summers, récemment recyclé à Harvard et parrain – au sens sicilien du terme – d'André Schleiffer qui fut le responsable de l'Institut d'Harvard au développement international (HIID) et a récemment été condamné par la justice américai-

---

1. Directeur d'études à l'EHESS – ✉: [sapir@msh-paris.fr](mailto:sapir@msh-paris.fr)

ne pour collusion. C'est le même Schleiffer dont un collègue, qui a choisi de travailler aux États-Unis et confond dans un quotidien du matin la théorie marxiste de l'exploitation avec les bas salaires, nous dit tant de bien pour ses travaux théoriques. Citons encore Stanley Fisher, ex numéro 2 du FMI et directeur de thèse de Summers, aujourd'hui recasé à Citygroup – une société financière de Wall Street ; Robert Rubin, ancien chef de Summers au Trésor et qui, venu de Goldman Sachs où il s'occupait de la Russie, a lui aussi trouvé pantoufle à son pied chez Citygroup (p. 44-45). Voilà une galerie de portraits qui appelle le célèbre hémistiche de Don Ruy Gomez dans *Hernani* : « J'en passe et des meilleurs<sup>2</sup> ».

Il est bon cependant, et évidemment salutaire, de rappeler qu'en économie, derrière des façades théoriques repeintes avec d'autant plus de prétention et d'arrogance qu'elles sont lézardées, on retrouve souvent le carriérisme le plus indécent, les appétits les plus crus. On ne remerciera jamais assez Stiglitz de le dire haut et clair.

« *La prise de décision [...] était fondée, semblait-il, sur un curieux mélange d'idéologie et de mauvaise économie, un dogme qui parfois dissimulait à peine des intérêts privés.* » (p. 21)

Bon appétit, Messieurs les ministres intègres et conseillers vertueux...

Avant de se livrer à une passionnante description des causes de la crise asiatique de 1997 et des erreurs de la transition en Russie, il dresse un étonnant tableau de l'autisme idéologique et politique qui sévit parmi les tenants du « consensus de Washington ». La prétention à l'objectivité scientifique des experts y couvre un discours économique pathétiquement daté, aux bases théoriques invalidées depuis des décennies, en partie grâce aux travaux de Stiglitz, Akerlof, Weiss ou Grossman<sup>3</sup>. C'est pourtant à partir de ce si contestable socle intellectuel que l'on a mené l'équivalent de véritables purges staliniennes, au sein de la Banque mondiale (merci Ann Krueger). Ceci conduit à ce qu'il qualifie de véritable fanatisme du marché, combiné à une paranoïa de l'inflation, systématiquement assimilée à l'hyperinflation. La description du comportement de l'avant-dernier directeur du Fonds, Michel Camdessus, est alors féroce :

« *L'attitude du FMI, comme celle de son chef, était claire : il était la source vive de la sagesse, le détenteur d'une orthodoxie trop subtile pour être comprise dans le monde en développement.* » (p. 71.)

Cette férocité n'est pas injustifiée. Pour avoir eu l'occasion de fréquenter dirigeants et responsables du FMI entre 1991 et 1994, je certifie l'exactitude du portrait dressé par Stiglitz. Je conserve le souvenir de l'un de ces sbires hauts placés agitant devant le gouverneur de la Banque de Russie en janvier 1993 un billet de 100 roubles et un de 20 dollars et disant : « This is paper — il agite les 100 roubles — and this is money (il agite les 20 dollars). » Subtil n'est-ce pas ? Que ce personnage soit sorti vivant, et en un seul morceau, du bureau de Victor Guerashchenko doit beaucoup à l'inébranlable patience de ce dernier. Gogol

2. Je renvoie le lecteur souhaitant plus de détails, de noms et de turpitudes, au chapitre 1 de mon ouvrage *Les économistes contre la démocratie*, Paris, Albin Michel, 2002.

3. Ce qui est un jeu de mots en Russe: *dorogi i duraki*.

disait à propos de la Russie qu'elle pâtissait de deux plaies, les routes et les imbéciles<sup>4</sup>. Pour les premières, on a fait beaucoup de progrès dans le monde occidental. Mais les seconds.....

OU L'ON COMPREND QU'IL NE SUFFISAIT PAS D'ÊTRE INUTILE,  
ENCORE FALLAIT-IL ÊTRE NUISIBLE

C'est sur la crise asiatique et la transition russe que ce livre est incontestablement le plus percutant. Le constat en est ainsi donné :

«... avec le recul, les choses sont claires. Les mesures du FMI n'ont pas seulement exacerbé la crise, elles l'ont aussi en partie provoquée : sa cause principale a probablement été la libéralisation trop rapide des marchés financiers. » (p. 128.)

L'analyse de Stiglitz le conduit à identifier la libéralisation des mouvements de capitaux et la financiarisation à outrance des économies comme les causes principales de la crise (p. 138). Il en rend responsable le FMI qui fut, avec le Trésor américain, le principal vecteur d'une libéralisation, qui a été critiquée par d'autres auteurs<sup>5</sup>. Ici encore, il y a beaucoup à dire sur la collusion entre intérêts privés et politiques se cachant du masque d'un soi-disant discours sur l'efficacité économique<sup>6</sup>. Quant à la solidité des banques, devenue le nouveau dogme du FMI, l'effondrement de l'Argentine montre qu'elle n'est pas un facteur de stabilité si ces banques ne contribuent pas réellement au financement des activités économiques internes. En fait, il y a un lien entre la libéralisation financière et l'instabilité financière de ces dernières années. Dans un article récent, Luis Miotti et Dominique Plihon connectent la récurrence des crises bancaires à la place prise par les marchés financiers<sup>7</sup>. C'est par une analyse du comportement microéconomique, soit en se situant au niveau d'analyse qui fut celui des travaux de Stiglitz dans les années 1970 et 1980, que l'on peut mettre en évidence cette responsabilité des marchés financiers.

La trajectoire de la Russie depuis 1991 est l'occasion de nouvelles critiques. Le triptyque stabilisation-libéralisation-privatisation a créé les conditions préalables de l'écroulement (p. 193). Ce n'est point une quelconque malédiction russe, ou un quelconque « magma post-soviétique », mais bien des politiques, mauvaises tant dans leur conception que leur exécution, qui ont conduit à une situation où :

---

4. Rodrik D. (1998), « Who needs Capital-Account Convertibility ? » dans *Essays in International Finance*, 207, Princeton University, Mai. Voir aussi, Eatwell J., Taylor L. (2000), *Global Finance at Risk*, New York, The New Press et Rajan R. S. (1999), « Sands in Wheels of International Finance: Revisiting the Debate in Light of the East Asian Mayem », *Institute of Policy Studies working paper*, Singapour, avril.

5. Wade R. (1998-1999), « The Coming Fight Over Capital Controls » in *Foreign Policy*, 113, hiver p. 41-54.

6. Miotti L. et Plihon D. (2001), « Libéralisation financière, spéculation et crises bancaires », dans *Économie Internationale*, 85, 1er trimestre, p. 3-36.

7. Clément-Pitiot H. (2001), « Vous avez dit « faux-semblants » ? », dans *Économie appliquée*, 54, p. 217-240.

« Pour la majorité des habitants de l'ex-Union soviétique, la vie économique sous le capitalisme a été encore pire que les anciens dirigeants communistes ne l'avaient prédit. » (p. 181.)

Quant au discours, tenu *ex post*, les prescripteurs de ces politiques calamiteuses sur le mode « nous ne savions pas » ou encore « les Russes nous ont menti », il est particulièrement dérisoire quand on connaît le degré de collusion et d'endogamie entre les conseillers occidentaux et l'élite libérale russe. Hélène Clément-Pitiot a fait justice de cet argumentaire, de ses pseudo-modèles controuvés et de ses contorsions idéologiques<sup>8</sup>.

Stiglitz oppose à ce désastre les pays qui ont évité, ou minimisé, les effets de la crise en adoptant une politique diamétralement opposée à celle préconisée par le FMI : la Chine et la Malaisie. Ces pays ont su introduire les contrôles des changes et des capitaux nécessaires. Ils l'ont fait, il faut le souligner, *contre* la volonté du Trésor américain, et de ses alliés tant à Wall Street que dans les pays concernés. L'adoption, ou le rejet, de mesures de libéralisation financière doit souvent moins à l'efficacité économique qu'aux pressions politiques et à la volonté d'y résister<sup>9</sup>.

OU IL SE CONFIRME QUE LA THEORIE PEUT CASSER DES BRIQUES,  
ET BIEN D'AUTRES CHOSES...

Arrivé à ce point, on pourrait croire que Stiglitz est devenu un dangereux contestataire de la mondialisation. Ce qu'il n'est pas. Il affirme au contraire, et dès les premières pages de son livre, sa confiance dans ce que pourrait être une mondialisation bien organisée :

« Je suis persuadé que la mondialisation – la suppression des entraves au libre-échange et l'intégration des économies nationales grâce à l'action d'une série d'institutions conçues pour amener la croissance économique à tous – peut être une force bénéfique, qu'elle est potentiellement capable d'enrichir chaque habitant de la planète, en particulier les plus pauvres. Mais je suis convaincu aussi que pour qu'elle le fasse réellement, la façon dont on l'a gérée doit être radicalement revue. » (p. 17.)

Une telle profession de foi, quand on la relit une fois l'ouvrage achevé, peut surprendre. Étonnant décalage entre le constat lucide sur les mécanismes de décision qui sont aujourd'hui à l'œuvre et l'appel à de bonnes institutions, dont on ne voit pas comment elles pourraient constituer une panacée aux maux multiformes pourtant éloquemment dénoncés, ni d'ailleurs être engendrées du présent contexte. L'échec de l'émergence du Fonds monétaire asiatique en 1997, une institution qui pourtant aurait sans doute évité à la crise financière de prendre les dimensions qui furent les siennes, est ici éclairant. Cette institution fut étranglée au berceau par l'alliance entre le FMI et le Trésor américain. Ceci a laissé de profondes traces :

8. Voir Cohen B.J. [2001], « Contrôle des capitaux : pourquoi les gouvernements hésitent-ils ? », dans *Revue économique*, 52 (2), mars, p. 207-232.

9. Voir Hausman D. M. [1992], *The inexact and separate science of economics*, Cambridge & New York, Cambridge University Press, chap. 13.

« L'étouffement du Fonds monétaire asiatique alimente encore les rancœurs en Asie, et beaucoup de hauts responsables m'en ont parlé avec colère. » (p. 154.)

On partage avec Stiglitz l'idée d'un nécessaire démembrement de certaines institutions internationales. Outre un Fonds asiatique, une organisation similaire conçue pour l'espace européen élargi (incluant la CEI), dans la mesure où existeraient des garanties que sa culture soit radicalement différente de celle du FMI ou de la BCE, serait incontestablement un progrès. On ne voit pas cependant une telle idée arriver à maturité sans ruptures radicales, ni volonté politique à l'échelle des États d'assumer de telles ruptures. La renaissance de l'idée de Fonds monétaire asiatique, sous la forme discrète d'un forum né en 2001 en Thaïlande, n'aurait pas été possible sans un accord stratégique entre le Japon et la Chine. Les institutions internationales ne naissent pas d'un dépassement des États-nations mais de la constitution d'alliances capables d'imposer un certain rapport de force. Voici une leçon dont il conviendrait de se souvenir. Le maintien de la souveraineté, sans laquelle aucune volonté politique ne saurait se manifester, est le fondement de la capacité d'action stratégique.

Il y a incontestablement une tension qui court dans cet ouvrage et, au-delà, dans les prises de position de Stiglitz ces dernières années. Elle est certainement pour partie le produit de sa trajectoire personnelle. Mais, pour une autre partie, elle révèle les limites de sa rupture théorique avec le cadre standard, voire les limites de son outillage mental pour reprendre l'expression de Marc Bloch.

Stiglitz affirme avec force la portée théorique et prescriptive de l'analyse fondées sur les asymétries d'information (p. 19-20). Cela lui permet de prononcer une critique radicale des fondements théoriques des prescriptions du FMI (p. 20 et p. 87), mais aussi une remise en cause radicale de la métaphore de la Main Invisible (p. 108-109.)

Tout ce qui améliore la répartition et la circulation de l'information est donc susceptible de conduire à l'épanouissement du potentiel bénéfique de la mondialisation. Il n'est donc pas surprenant que Stiglitz mette en avant comme principe fondamental la transparence (p. 21.)

Le fond du problème est que l'information, dans le sens où le mot est employé chez Stiglitz et tous les auteurs de ce courant, n'existe pas.

OU L'ON REDECouvre QUE MARSHALL AVAIT RAISON :  
IL N'EST PAS D'ECONOMIE SANS PSYCHOLOGIE.

Précisons. Il y a, depuis les travaux de K. Arrow, une confusion récurrente entre information et connaissance. Elle est propre à la démarche positiviste qui caractérise le courant néo-classique, y compris chez ses contestataires. De la même manière qu'un Seignobos affirmait que « les faits existent », ils affirment que des informations existent de manière naturelle. Tragique erreur. L'École des Annales a tordu le cou au positivisme historique, mais il continue de paraître en économie.

En fait, n'existent que des signaux dont certains contiennent une information et pas d'autres. Ces signaux doivent être collectés par les agents économiques, puis traités à partir de la structure de connaissance existante, pour que les informations qu'ils contiennent puissent être disponibles. Ce processus de traitement n'est ni automatique ni instantané. Les capacités de traitement sont limitées, comme l'a démontré H. Simon. La structure de connaissance n'est pas une donnée, mais elle évolue, en particulier en fonction du contexte au sein duquel l'agent est immergé, comme démontré par Tversky, Kahneman, Slovic et Lichtenstein. Or, les économistes ont ces dernières années fait plus d'efforts pour nier ou refouler ces résultats que pour tenter de les intégrer à leur raisonnement<sup>10</sup>.

Si, au contraire, nous acceptons ces résultats, les conséquences théoriques en sont considérables. La transparence, ou tout simplement la concurrence, en accroissant le volume de signaux à traiter peut détériorer la capacité d'un agent à prendre une décision efficace. La transformation des contextes, par la financiarisation qui pousse à une instantanéisation du monde ou par le découplage entre décision et effet de cette dernière, découplage inhérent à la mondialisation, peuvent conduire à la sélection systématique des mauvais critères de choix, des mauvaises règles heuristiques. Dès lors, la question des institutions, pour importante qu'elle soit, n'épuise plus le débat. Penser les institutions dans leurs fonctions ne suffit plus. Il faut penser les processus d'engendrement et de légitimité. La question de la définition de l'espace de controverse de référence ne saurait être éludée, ou réduite à un problème de nature technique.

Cette tension que l'on retrouve donc entre la partie critique et la partie prescriptive de l'ouvrage de Joseph Stiglitz doit être prise en compte. Elle ne doit pas être invoquée pour justifier un rejet du livre et de son auteur.

On voit bien comment les mondialinôlâtres voudront jeter le manteau de Noë sur la partie critique de l'ouvrage pour ne retenir que sa partie prescriptive, ou du moins ce qui va dans leur sens. On voit aussi très bien, hélas, comment certains hétérodoxes qui devraient pourtant applaudir à la dimension critique du livre feront la fine bouche au nom des fondements néo-classiques de l'analyse de Stiglitz<sup>11</sup>.

Pourtant, cette tension pourrait être féconde. Elle pourrait l'être en incitant à prendre le niveau de l'analyse microéconomique au sérieux dans une stratégie de développement d'un programme de recherche hétérodoxe enfin cohérent. Une économie de la connaissance, ancrée dans le paradigme réaliste-subjectiviste et allant de Simon à certains développements de Hayek (ceux contenus dans *The Sensory Order* par exemple) mais aussi à Neurath, de Shackle à Tversky et ses collègues, serait un véritable dépassement de l'économie de l'information ou des incitations. Ce dépassement en intégrerait certaines des démonstrations. Une analyse non positiviste du procès signal-connaissance-

---

10. Ce qui est un peu l'attitude de B. Guerrien, « Is There Anything Worth Keeping in Standard Microeconomics? » dans le n°12 de la *Post Autistic Economics Review* sur [www.paecon.net](http://www.paecon.net)

11. Stiglitz J. E., Weiss A., « Credit rationing in markets with imperfect information », *op.cit.*

information valide les apports de l'approche en termes d'asymétrie de l'information quant aux limites des marchés. Mais une telle analyse va bien plus loin.

Si un véritable reproche doit être formulé à l'encontre de la problématique embrassée par Stiglitz et ses collègues, c'est qu'ils expliquent le comment sans comprendre le pourquoi. L'analyse de l'impact du rationnement de la liquidité sur le comportement des banques de Stiglitz et Weiss fournit un cadre adéquat pour comprendre comment certaines politiques monétaires provoquent les effets contraires à ceux visés. Cette analyse permet de comprendre comment des rationalités perverses se mettent en œuvre. D'un point de vue prédictif et prescriptif, elle est précieuse. Qu'elle ait pu être oubliée à propos de la Russie par les « experts » du FMI ou les commis voyageurs du Trésor américain en dit long sur leur décrépitude intellectuelle. Mais cette analyse ne nous dit pas pourquoi les mécanismes qu'elle décrit se mettent en place, ni quels sont leur domaines de validité. Elle ne peut le faire parce que ses modèles implicites de l'agent économique, de son interaction avec les cadres collectifs qui le déterminent, de la psychologie des individus, restent primitifs.

On peut aujourd'hui aller plus loin, et ainsi fonder dans toute sa cohérence une approche alternative. Ne pas le faire, se complaire dans les vieux défauts des hétérodoxes, la complaisance pour le bricolage théorique, le goût immodéré pour l'*ad hoc*, le rejet de l'analyse microéconomique comme intrinsèquement néo-classique, c'est s'exposer à subir, années après années, la répétition de la défaite infligée par Menger aux tenants de l'école historique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est se préparer au mieux à des récupérations castratrices, comme celle que la pensée de Keynes a subie, au pis à des capitulations idéologiques en rase campagne.

Joseph Stiglitz nous invite à rompre avec le prêt-à-penser libéral véhiculé par le FMI et ses affidés. Il le fait par ses critiques tout comme par ses limites. La tension qui parcourt son dernier ouvrage, tension qui était repérable dans ses écrits des dernières années, montre qu'il faut aller de l'avant. Mais Stiglitz nous montre aussi que l'on a pu exercer d'importantes responsabilités et rester un homme libre, avec son franc parler. Ceci est bien assez rare pour être salué.

SAPIR Jacques

Directeur d'études à l'EHESS et directeur du Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI-EHESS), il est un spécialiste de l'économie soviétique, puis russe. Il a soutenu en 1986 une thèse d'État sur les cycles d'investissements en URSS où il appliquait aux économies de type soviétique les instruments de la Théorie de la régulation. Enseignant à Paris X-Nanterre, puis à l'EHESS, et en Russie au Haut Collège d'Économie, il poursuit des recherches en macroéconomie sur les économies en transition tout en développant une réflexion sur les fondements théoriques des approches économiques hétérodoxes.